



Face à une droite de combat, soyons sans complexes et inflexibles !

Par deux fois le gouvernement a dû faire des concessions à celles et ceux qui se battent pour défendre l'éducation, en reportant l'application de la contre-réforme Darcos à la rentrée 2010, et en ne supprimant « que » 1500 postes d'enseignant-e-s des RASED au lieu des 3 000 programmés (recul purement symbolique). Ce sont les premiers résultats de la mobilisation des lycéen-ne-s, des enseignant-e-s et des parents d'élèves. Pour autant, le pouvoir n'entend pas renoncer à ses projets qui ne sont que l'habillage de suppressions massives de postes d'enseignant-e-s (80 000 en 5 ans). Il n'est pas question de revenir sur les 13 500 suppressions de postes prévues cette année.

La droite veut privatiser l'école.

Ce qui compte pour la droite, c'est d'affaiblir le plus possible le service public d'éducation afin de développer l'enseignement privé. Plus le service public d'éducation se dégrade, plus les boîtes de soutien scolaire florissent. Pour réussir dans cette entreprise, elle s'efforce de discréditer les enseignant-e-s, les accusant de tous les maux et notamment de l'échec scolaire.

Il n'est pas question de défendre un système qui reste élitiste et qui prend acte des inégalités sociales. Pour autant, la privatisation de l'école ne pourra que les accroître. Pour la droite, l'enseignement privé serait la solution. Il serait synonyme de réussite scolaire. Quel mensonge quand on sait que l'école privée choisit elle-même ses élèves, les sélectionnant par le fric pour avoir des effectifs socialement homogènes. En effet 20 % des

enfants des classes populaires vont dans le privé, 80 % sont dans le public. Le privé possède 40 % des établissements de l'enseignement secondaires. Il y scolarise moins de 20 % des élèves de collège et de lycée.

Détournement de fonds publics.

Les enseignant-e-s des écoles privées sous contrat sont payé-e-s par l'éducation nationale, les constructions d'établissement également, les mairies sont tenues de verser de l'argent aux écoles privées qui scolarisent des élèves de leurs communes. Ces détournements de fonds publics sont rendus possibles par la loi et grâce aux politiques menées aussi bien par la droite que par le Parti socialiste. Ces transferts massifs d'argent du public vers le privé doivent cesser car cet argent doit bénéficier au seul enseignement public.

Qui sommes-nous ?

AL-Educ est un bulletin d'intervention politique réalisé par des militant(e)s d'Alternative Libertaire de l'Education Nationale. Syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, syndiqué(e)s à Sud, CGT, FSU... nous luttons pour une alternative globale au capitalisme, pour une école émancipée des valeurs libérales et méritocratiques. Nous rejetons le rôle et la fonction de représentant(e)s de cette République qui n'a rien de sociale, d'égalitaire, de démocratique. Enseignant(e)s, nous nous plaçons résolument aux côtés de la jeunesse populaire, aux côtés de celles et ceux broyés par un système éducatif dont le rôle est de reproduire la société de classes, aux côtés de tous(tes) les salarié(e)s, du public et du privé.

Alternative libertaire se bat pour les revendications immédiates :

- Le retrait des contre-réformes Darcos dans le primaire et le secondaire ;
- L'abrogation de la loi Pécresse privatisant le financement et le recrutement dans l'enseignement supérieur ;
- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement de tous les postes supprimés ;
- La réduction des effectifs par classe ;
- La suppression du financement de l'enseignement privé par l'Etat et l'abrogation des lois permettant ce hold up social.

C'est par la mobilisation, l'unité et la grève, mais aussi la convergence des personnels, des élèves et des parents d'élèves que nous pouvons faire reculer le gouvernement.

Mais notre combat veut aussi changer l'école et la société, ce qui passe entre autre par :

- une répartition des moyens déterminés collectivement garantissant à tous les établissements les moyens de fonctionner et le droit à l'éducation pour toutes et tous ;
- un enseignement combinant activités manuelles et intellectuelles, remettant en cause la division sociale du travail ;
- une pédagogie anti-autoritaire articulant la transmission de connaissances exigeantes avec le développement de la capacité d'analyse, de sens critique et d'autonomie de l'élève ;
- un accès tout au long de la vie à une formation choisie et gratuite.

Ces revendications et ses orientations sont politiques, au sens où la question posée est celle du type de société que nous voulons. La droite a choisi de pérenniser et approfondir la domination et l'exploitation capitaliste. Elle agit sans complexes, alors que le système qu'elle défend plonge dans l'exclusion et la souffrance la majorité du monde.

Agissons et revendiquons sans complexes, pour une rupture avec le capitalisme, pour une redistribution égalitaire des richesses, pour une véritable démocratie, pour la construction d'une société autogestionnaire et socialiste.

Pour nous contacter ?

- Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal Alternative Libertaire

Nom : Prénom : Mail :

..... Adresse :

Tél :

20/11/08

Coupon à retourner à : Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19. Web : www.alternativelibertaire.org